



RELEVÉ DE CONCLUSIONS

Réunion : Atelier thématique n°8 : Productions agricoles, Production d'énergie

Date : Mercredi 14 octobre 2020

Lieu : Salle des fêtes
Rue de l'Eglise
80240 NURLU

PROGRAMME DE LA JOURNÉE

- **13h45-14h :** Accueil des participants
- **14h-17h00 :** Groupe de travail

Participation :

Groupe de travail (13h45-17h00) : 41 participants

Animation de la réunion :

BAERT Xavier - Chargé de mission Urbanisme et Habitat du PETR Cœur des Hauts-de-France

BLOND Sylvain - Paysagiste

DE CHAMBRUN Julia - Cabinet SEED

PORET Nina - Cabinet SEED

Participants :

ARGOUIN Manon - Paysagiste du CAUE 80 (Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement)

BELLIER Alain - Maire de la commune de Mesnil-en-Arrouaise

BICCHIERAY Victoria - EUROWATT

BOUCAUX Gérard - Association ASSEPA

BOULEUX Jean-Marc

CHAVATTE Valentin - wpd onshore

CHOMBART Cassandre - Chargée de mission RAMSAR du Conseil Départemental de la Somme

CHOPIN Marie Andrée - Association APNEHS

DEKEN Nathalie - Association APNEHS

DELAPORTE Margot - wpd

DELMOTTE Jean-Marc - Maire de la commune de Ginchy

DESALMY Jean-Marie

DOUAY Pascal - Maire de la commune de Nurlu

FANOUILLET Germain - RES

FERREIRA Sophie - Elue de la commune de Vauvillers

FRIZON Hervé - Maire de la commune de Croix-Moligneaux

GOASCOZ Maëlle - RES

GRIZARD Christophe - Association de Sauvegarde des Espaces Naturels

GUILBERT Jean-Michel - Maire de la commune d'Allaines

HAUTEFEUILLE Hugues - Association Sites et Monuments

LE CONTE Bernard

LECOMTE Justine - Chargée de mission PCAET du PETR Cœur des Hauts-de-France

LEROUGE Patrice - Adjoint de la commune d'Assevillers

LEROY Jean Pierre

LEURENT Nathalie - Association Sites et Monuments

LICTEVOUT Benoît - Elu de la commune de Belloy-en-Santerre

MARCHAND Paul - EUROWATT

MARÉCHAL Annick - Vice-Présidente de la Communauté de Communes Terre de Picardie - Maire de la commune de Vauvillers

MORDACQ Séverine - Conseillère Départementale - Présidente de l'Office de Tourisme - Maire de la commune de Villers-Faucon

MORTEUX Alain

NICOLAS Marie - wpd

PATIN Pascal - Président FDSEA 80 (Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles)

PEDOT Laure - Chargée d'affaires énergie de la FDE 80 (Fédération Départementale d'Énergie de la Somme)

POIX Fabienne - DRAAF Amiens

RAUWEL Thérèse - Architecte conseil du CAUE (Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement)

RIBAUX Cyrille - Adjoint au maire de la commune de Nurlu

SIX Romain - Responsable de service et référent Énergie de la Chambre d'Agriculture de la Somme

USZYNSKI Isabella - Chargée de mission paysage de la DDTM de la Somme

VANOYE Jacques - Maire de la commune d'Herbécourt

VANTOUROUX Christelle - Chargée d'études énergies renouvelables et paysages de la DDTM du Pas-de-Calais

VERDIÈRE Jean-Luc - Membre de la Convention Citoyenne Pour le Climat

I) Déroulement de l'atelier

L'atelier thématique s'est organisé autour d'une projection de photos selon les sous-thématiques suivantes :

- **Productions agricoles ;**
- **Production d'énergie.**

La production d'énergie a fait l'objet de groupes de travail avec la présentation de cartographies. Ainsi, trois groupes de travail d'une quinzaine de personnes ont été constitués.



Séance en plénière

II) Enjeux généraux tirés de la journée de concertation

A) Productions agricoles

De manière transversale, le thème des productions agricoles avait déjà fait l'objet de discussions à travers les ateliers suivants :

- **Atelier n°1 - Boisements et Ecologie des villages** : sur la disparition des haies et bosquets et les systèmes de rideaux, ou leur réintroduction ;
- **Atelier n°2 - Agriculture & Villages** : sur le lien entre les villages et l'agriculture, les terres agricoles situées au cœur des villages, et à proximité immédiate, le maintien des tours de ville et des productions locales à plus petites échelle, tel que l'élevage, le maraichage ou la production de fruits à proximité des villages ;
- **Atelier n°3 - Routes de campagne et chemins** : sur la question de la sauvegarde et l'entretien des chemins agricoles ;
- **Atelier n°4 - Architecture de la reconstruction** : sur le patrimoine que représente les fermes et leur obsolescence due à la taille des bâtiments aujourd'hui trop petits pour répondre à la taille grandissante des exploitations ;
- **Atelier n°5 - Entrées de villages et Espaces publics** : sur la disparition des pâturages faisant la transition entre l'espace agricole et le centre des villages ;
- **Atelier n°6 - La Somme et ses affluents** : sur la disparition des pâturages à proximité des cours d'eau et leur remplacement par des peupleraies.

L'atelier se concentrait plus spécifiquement sur la question de la production agricole en elle-même et de ses évolutions. Ont été à ce titre présentés les configurations des espaces agricoles au sein des deux unités paysagères que sont le Vermandois et le Santerre à savoir :

- un paysage de fond de vallons cultivés, entourés de pentes boisées pour le Vermandois à travers de larges bosquets ou de linéaires arbustifs avec les rideaux ;
- un paysage de plateaux ouverts, aux larges horizons pour le Santerre.

Le constat a été présenté d'une évolution des pratiques agricoles ayant entraîné la disparition d'éléments paysagers identitaires du territoire, tels que les systèmes de rideaux sur les reliefs, des tours de ville et des prairies périphériques des villages, ainsi que de certains chemins agricoles rendus obsolètes par le regroupement des parcelles.

Les évolutions des politiques agricoles ont aussi transformé profondément la vie des villages. Une rupture entre le cœur des villages et leur environnement agricole s'est installée, l'activité agricole nécessitant moins de main d'œuvre et s'externalisant dans des grands hangars extérieurs aux villages, plus adaptés aux échelles des machines et de leur productivité. Il en résulte une disparition des activités au sein des villages, et la fermeture des commerces et des lieux de sociabilité.

Il ressort du débat un sentiment d'impuissance face à des évolutions liées à des décisions à plus large échelle, ne prenant pas nécessairement en compte la donnée paysagère et sociale. Le système s'alimente par lui-même, les exploitations agricoles devenues très importantes, doivent poursuivre leur agrandissement pour devenir toujours plus rentables, rendant plus difficile la reprise par les jeunes exploitants et la mise en œuvre de nouveaux modèles.

Quelques enjeux ont été soulevés :

- Maintenir et renforcer les éléments paysagers identitaires du territoire tels que les rideaux ou les bosquets et les courtils ;
- Protéger les chemins, en particulier les tours de ville et les principaux chemins de liaison entre les villages ;
- Favoriser la diversification agricole (maraîchage, élevage, vergers, ...) sur des parcelles réduites à proximité des villages de manière à renforcer les ceintures de courtils et les dynamiques de circuits courts à l'échelle du territoire ;
- Veiller au positionnement et à la couleur des hangars agricoles, de manière à rester en cohérence avec leur environnement, l'architecture des villages et leur silhouette. Usage privilégié du rouge brique ou du gris anthracite ;
- Protéger les bordures de route non cultivées ;
- Pratiquer les fauches tardives sur les bordures de route de manière à favoriser le développement de la biodiversité ;
- Prévenir les phénomènes de coulées de boues par la mise en place de fossés et de haies ;
- Veiller au positionnement des haies de manière à conserver des vues ouvertes sur les silhouettes de villages. Privilégier la mise en place de zones arbustives sous forme de bosquets intermittents.

Chemins de randonnée :

- Préserver et valoriser les chemins agricoles en vue de leur usage pour la randonnée ;
- Réhabiliter certains chemins entre les parcelles agricoles, notamment ceux favorisant des connections disparues, à l'instar des tours de villes en s'appuyant sur le cadastre pour conserver à minima les chemins appartenant au domaine public ;

- Développer une stratégie entre les communes, les associations de marcheurs et les sociétés de chasse pour financer l'entretien des chemins ;
- Profiter des études liées au Canal SN sur les parcelles agricoles et les espaces forestiers pour remettre en place certaines connections.

Prairies :

- Préserver et renforcer les espaces de prairies par la diversification des usages (production d'herbes, etc.) ;
- Développer de nouveaux usages pour la sauvegarde des prairies, tels que l'élevage équin destiné au tourisme ;
- Redynamiser certains espaces et certaines activités du territoire par la création de lieux de vente de produits locaux.

Acteurs :

- Bio en Hauts-de-France est un groupement Régional de l'Agriculture Biologique ;
- CGB (Confédération Générale des planteurs de Betteraves) ;
- Chambre d'Agriculture de la Somme ;
- Confédération Paysanne (Syndicat pour une agriculture paysanne) ;
- Coordination rurale Hauts de France (Syndicat agricole) ;
- DRAAF (Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt Hauts-de-France) est chargée de la déclinaison régionale de la politique agricole et agroalimentaire et la mise en œuvre des crédits communautaires et des crédits nationaux. La DRAAF est un lieu privilégié d'échanges entre les filières et les pouvoirs publics. Elle accompagne les jeunes agriculteurs. ;
- FDSEA (Fédération Départementale des syndicats d'exploitants agricoles) ;
- Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricole de la Somme ;
- Fédération des AMAP Hauts-de-France est un ensemble d'associations pour le maintien d'une agriculture paysanne ;
- GITEP 80 (Groupement d'Intérêt Technique et Economique de la Pomme de terre) ;
- Initiatives Paysannes pour des fermes vivantes et diversifiées sur tout le territoire régional ;
- INRA Estrées-Mons : Institut national de la recherche agronomique ;
- Jeunes agriculteurs de la Somme ;
- Lycée agricole de Haute Somme ;
- SAFER Hauts-de-France (Sociétés d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural) ;
- Terre de lien Picardie est une association pour préserver les terres agricoles, faciliter l'accès des paysans à la terre et développer l'agriculture biologique et paysanne.

B) Production d'énergie

L'éolien a été identifié comme un enjeu majeur du territoire, et ce dès la phase de diagnostic de la Mission Plan de Paysage. L'arrivée brutale et massive des éoliennes sur le territoire entraîne un choc paysager pour les populations ayant connu pendant longtemps des paysages aux horizons ouverts, sans verticalité apparente hormis le clocher des églises dans les silhouettes de village, et quelques châteaux d'eau.

L'absence d'un projet global à l'échelle des territoires entraîne un développement difficilement maîtrisable et cohérent. Chaque projet est travaillé de manière indépendante par les communes et les promoteurs. Un projet de parc qualitatif peut alors vite être remis en question par un autre projet voisin.

Il en résulte une angoisse et une opposition forte dans les populations se sentant impuissantes face à des décisions prises à plus large échelle, au regard d'objectifs de production nationaux et européens.

Hormis les protections réglementaires nationales, au titre des éléments patrimoniaux ou naturels, dont le PETR reste peu pourvu, et des mesures d'éloignement, il manque actuellement de document de référence à une échelle plus locale permettant de mieux cadrer les implantations et apaiser les tensions.

Le Plan de Paysage pourra combler en partie ce vide, en étant notamment un support d'étude supplémentaire à prendre en compte dans les études d'impact. Les éléments paysagers identitaires et patrimoniaux identifiés, devront néanmoins être accompagnés de mesures de mise en valeur et de protections complémentaires pour être mieux pris en compte.

Le territoire possède encore peu d'éléments patrimoniaux classés ou inscrits malgré la richesse de son patrimoine architectural et paysager. Celui-ci est pourtant lié en partie à une période majeure de l'histoire mondiale.

Discussion autour de l'éolien :

Nota Bene : Il est important de noter la représentativité des acteurs locaux (habitants, élus, associations, professionnels, techniciens) à l'atelier qui a permis des échanges entre des acteurs qui communiquent habituellement peu : les représentants éoliens (ici les développeurs) et les habitants et représentants des communes, et ce malgré les positionnements et intérêts divergents des différents partis.

Une large majorité des personnes ayant participé à la démarche, que ce soit au travers des ateliers tenus dans la caravane ou au cours des mercredis du paysage, se montre très opposée à l'implantation de nouveaux parcs éoliens sur un territoire considéré comme déjà "saturé".

Les raisons invoquées de cette opposition sont multiples : manque de transparence dans les procédures, absence d'information et de communication, impact négatif sur le paysage (altération de la biodiversité, dégradation des biotopes, transformation des horizons, etc.), diminution de la qualité du cadre de vie (nuisances visuelles et sonores), et son corollaire, la potentielle perte de valeur du foncier et de l'intérêt paysager du territoire.

Les éléments politiques, techniques et réglementaires liés au développement des parcs éoliens à différentes échelles, n'étant pas directement l'objet d'un plan de paysage, il a été proposé de cadrer le débat sur les éléments paysagers caractéristiques du territoire pouvant entrer dans le cadre des études d'impacts.

Il a été dans un premier temps difficile de faire comprendre que le plan de paysage pouvait être un vecteur pour une meilleure réflexion sur l'implantation des parcs éoliens et la protection des paysages du territoire. Pour beaucoup d'habitants, les protections déjà à l'œuvre ne montrent pas leur efficacité, certaines restrictions ou refus n'ayant selon eux pas été pris en compte dans des projets existants.

En deuxième partie d'atelier, a pu néanmoins être débattu les éléments identifiés comme identitaires du paysage devant être pris en compte pour le cadrage des projets éoliens. Ces éléments principaux sont :

- Les vallées du Vermandois et les vallées sèches du Santerre présentant des points de vue remarquables ;
- La vallée de la Somme et de ses affluents en qualité d'espace naturel favorable au développement de la biodiversité, ainsi que les points de vue sur la Somme depuis les traversées notamment ;

- Les boisements, rideaux, haies, bosquets, ainsi que les réseaux de trames vertes qu'ils constituent ;
- Les vues des silhouettes de villages et leur ceinture de courtil depuis les axes d'entrées vers ceux-ci et points de vue remarquables ;
- Les vues depuis les axes routiers principaux du village ;
- Les centres de villages en particulier dans la zone liée à la reconstruction ;
- Les vues des édifices publics tels que mairies, églises, salle des fêtes, jeux de paume ;
- Les vues depuis les entrées et les axes des cimetières militaires et communaux ;
- Les vues des éléments caractéristiques du paysage depuis les grands axes routiers (autoroute, TGV, TER, canaux), et leurs points d'arrêt (gares, écluse, aire de repos) ;
- Les vues des petits éléments patrimoniaux (calvaires, chapelles, ...) ;
- Les parcours de randonnée identifiés (Via Francigena, circuit du souvenir, GR800, ...).

Suivant ces éléments, le positionnement des éoliennes et l'aire d'étude considérée (immédiate, rapprochée, intermédiaire et éloignée), l'impact peut être considéré comme fort, modéré ou faible. 3 options sont alors possibles : éviter, réduire ou compenser.

Préconisations :

- Préserver et protéger l'ensemble des éléments paysagers identitaires identifiés du territoire par le Plan de Paysage ;
- Considérant un paysage majoritairement ouvert, fonctionnant par système de bosquets, pour les boisements mais également pour les villages, privilégier des parcs de taille réduite composés idéalement de 5 à 7 éoliennes maximum reprenant ces principes ;
- Veiller à un espacement conséquent entre les parcs, de manière à ne pas rencontrer de phénomène d'accumulation ;
- Dans le Vermandois, au paysage vallonné, privilégier des systèmes en grappe en présentant des éoliennes aux hauteurs variées en lien avec le relief ;
- Privilégier des implantations sur les hauteurs afin de préserver les vues sur les vallées ;
- Dans le Santerre, aux horizons plats et ouverts, privilégier un système en alignement pouvant s'appuyer sur les grands axes routiers, à la manière des alignements d'arbres ;
- Afin de conserver l'idée de ligne, éviter le doublement de celles-ci et veiller à un espacement régulier entre les éoliennes ;
- S'éloigner au maximum des villages, au-delà de la limite des 500m réglementaire ;
- Empêcher la densification des zones déjà largement impactées par l'implantation des éoliennes ;
- Œuvrer à la réduction des désagréments nocturnes causés par les éoliennes.

Outils/Moyens/Aides :

- Protections aux titres des monuments historiques (périmètre de 500m et points de vue lointains sur le monument) ;
- Sites patrimoniaux remarquables ;
- Sites archéologiques ;
- PLUi (Plans Locaux d'Urbanisme intercommunal) ;
- Sites classés (implantation interdite) ou inscrits ;
- Plan de sauvegarde et de mise en valeur ;
- Opération Grands Sites de France et labélisation UNESCO ;
- Réserves naturelles (implantations interdites) ;
- Arrêté de protection de biotope (implantations interdites) ;

- PNR (possibilité d'implantations régit par les chartes de parc) ;
- Réserve de chasse (large consultation) ;
- Inventaire du patrimoine naturel (prise en compte dans les études d'impacts) ;
- ZNIEFF (prise en compte dans les études d'impacts) ;
- ZICO (prise en compte dans les études d'impacts en particulier pour les espèces menacées) ;
- Trame verte et bleue (prise en compte dans les études d'impacts).

Compensations :

- Création ou restauration de milieux naturels ;
- Acquisition et gestion de milieux naturels ;
- Gestion de milieux naturels ;
- Participation financière ou technique à des mesures de préservation ou des programmes de recherche sur les milieux naturels.

Intégrer les habitants et acteurs locaux au processus décisionnel :

- Travailler avec l'ensemble des communes voisines ou impactées, dans une aire d'étude large ;
- Informer activement les habitants sur l'état actuel des parcs éoliens, et leurs évolutions futures, les méthodes et éléments entrant en compte dans les études d'impact, les mesures compensatoires possibles à l'échelle du PETR ;
- Sensibiliser à différentes échelles (commune, communautés de communes et PETR) les propriétaires terriens susceptibles d'accueillir des projets éoliens aux enjeux paysagers des parcs éoliens sur le territoire ;
- Intégrer les habitants à l'étude des projets tout au long du processus, en leur présentant l'ensemble des données nécessaires pour la mise en place de projets concertés ;
- Vulgariser les documents d'études et de projets pour donner des clés de compréhension et faciliter la participation du grand public ;
- Accompagner techniquement et juridiquement les communes afin de leur donner les moyens nécessaires pour répondre à la proposition de projet éolien (validation ou opposition) et mettre à disposition des communes l'ensemble des documents nécessaires pour jauger la proposition d'implantation du futur parc (Plan de paysage, PLUI, etc.) ;
- Accompagner techniquement les communes sur les leviers d'action qu'elles possèdent, notamment les possibilités de négociation des mesures compensatoires auprès des développeurs éoliens, pour réduire au maximum l'impact du parc sur le cadre de vie ;
- Informer et accompagner les communes sur l'obtention de budget pour des mesures d'aménagement permettant d'améliorer d'une part le cadre de vie (réfection des bâtiments publics, aide individuelle à l'amélioration énergétique des logements, travaux de voirie, etc.), et d'autre part concerter les habitants dans le choix des mesures mises en place ;
- Conditionner le projet de parc au financement d'un prestataire externe animant une démarche d'information, de consultation et de concertation par les développeurs éoliens au profit des communes ;
- Accompagner techniquement les communes pour négocier les conditions de renouvellement ou d'extension du parc éolien au regard des évolutions des autres parcs situés à proximité ;
- Accompagner les communes pour négocier, en amont, le démantèlement du parc et les potentielles mesures compensatoires en post projet.

Autres types d'énergies :

Bien que l'énergie éolienne ait été principalement discutée lors de l'atelier, quelques discussions concernant d'autres types d'énergies ont pu être relevées.

L'installation de panneaux photovoltaïques sur des bâtiments agricoles ou industriels (ex : hangars agricoles) a été à plusieurs reprises préconisée lors des discussions.

Ces installations doivent se faire en cohérence avec l'architecture des villages en privilégiant des installations sur la totalité des toitures aux formes rectangulaires. Les toitures triangulaires ou anguleuses, ne permettant pas la couverture totale de la toiture laissant apparaître celle-ci par endroit de manière disgracieuse.

La production de biomasse, notamment via l'ensilage avec le miscanthus est également une source d'énergie renouvelable qui a été évoquée et expérimentée sur le territoire.

Enfin la question des économies d'énergie reste centrale, afin de diminuer les besoins de production. La rénovation énergétique des bâtiments doit néanmoins se faire dans le respect des caractéristiques architecturales du territoire en préservant matériaux, modénatures et détails des façades liées notamment à la période de la reconstruction.

On privilégiera donc une isolation par l'intérieur dans ce cas. Pour les maisons plus récentes, une isolation extérieure est possible permettant par la même occasion de retrouver une finition brique plus adaptée au paysage architectural des villages.

Les lignes à haute-tension ont également été évoquées comme sources de nuisance visuelle, même si celles-ci sont mieux acceptées du fait de son ancienneté. L'idée de placer des éoliennes à proximité, justifiée par le fait que l'espace est déjà dégradé, est une fausse bonne idée, leur covisibilité étant plus impactante que si les éléments étaient indépendants.

Acteurs :

- ABF (Architecte des Bâtiments de France) ;
- ADEME (Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie) ;
- Association Négawatt qui est une association pour la transition énergétique ;
- CAUE 80 (Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement) ;
- CDNPS Somme (Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites) ;
- CRMH Hauts-de-France (Conservatoire Régional des Monuments Historiques) ;
- DDTM Somme (Direction Départementale des Territoires et de la Mer) ;
- DRAC Hauts-de-France (Direction régionale des affaires Culturelles) ;
- DREAL Hauts-de-France (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement) ;
- ENEDIS qui est le gestionnaire du réseau électrique français ;
- FDE80 (Fédération Départementale de l'Energie de la Somme) ;
- FEE (France Energie Eolien) ;
- Office du tourisme de Haute Somme ;
- Préfecture ;
- RTE Hauts-de-France (Réseau de Transport d'Electricité) ;
- SRA Hauts-de-France (Service Régional de l'Archéologie) ;
- UDAP de la Somme (Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine).

Conclusion

Les enjeux mondiaux liés au réchauffement climatique et à la diminution majeure de la biodiversité, imposent des changements dans nos modes de produire et de consommer. Ces changements de paradigmes entraînent des évolutions paysagères majeures sur les territoires.

Après avoir subi une mutation des paysages agricoles, par l'arrivée de moyens de production intensive, les paysages du PETR Cœur des Hauts-de-France connaissent une nouvelle vague de changements majeurs à travers la production d'énergie éolienne.

Afin d'être en cohérence avec les territoires et leurs habitants, ces changements doivent s'intégrer dans les logiques paysagères et culturelles locales. Il est possible de répondre aux grands enjeux internationaux en mettant à contribution les acteurs locaux pour diversifier des solutions à leur échelle.

La recherche d'une mise en valeur du patrimoine paysager du territoire peut donc être le vecteur d'une meilleure intégration des nouvelles sources de production qu'elles soient énergétiques ou agricoles. Rechercher des logiques paysagères adaptées au territoire, permettra à la fois de développer de nouvelles filières productives, tout en développant des paysages de qualité.